HAL
open science

Le mouvement communiste de Tunisie : un lieu de transgression de l'ordre colonial ? (1939-1956)

Elise Abassade

▶ **To cite this version:**

Elise Abassade. Le mouvement communiste de Tunisie : un lieu de transgression de l'ordre colonial ? (1939-1956). "Passage(s) et Transgression(s)", Journée des doctorant.e.s 2018 de l'ED 31 "Pratiques et théories du sens", May 2018, Saint-Denis, France. hal-03284694

HAL Id: hal-03284694

https://univ-paris8.hal.science/hal-03284694

Submitted on 12 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS8 VINCENNES-SAINT-DENIS

Journée des doctorant.e.s 2018

ÉCOLE DOCTORALE PRATIQUES ET THÉORIES DU SENS (ED 31)

MARDI 15 MAI 2018 DE 9H À 18H

COMITÉ D'ORGANISATION :

CÉDRIC BARBIER PERRINE GUÉGUEN NABIL MATI VU HUNG NGUYEN PASCALINE TISSOT
KÉVIN BIDEAUX SVITLANA KOVALOVA SOLÈNE MÉHAT ALEJANDRA PEÑA MORALES MARIE TRAMOUNTANIS
MARIE-DOMINIQUE GIL TRISTAN LE BOZEC MACARENA MIRANDA ALISA RAKUL

Passage(s) et transgression(s)

UNIVERSITÉ PARIS 8
Bâtiment B – Salle B 106
2, rue de la Liberté, 93 526 Saint-Denis Cedex
Métro ligne 13 – Saint-Denis Université

MERCI DE VOUS INSCRIRE
avant le 11 mai 2018 : rpdoced31@univ-paris8.fr

Élise Abassade

Le mouvement communiste de Tunisie : un lieu de transgression de l'ordre colonial ? (1939-1956)

Résumé

À partir des trajectoires de militantes investies au Parti communiste de Tunisie (PCT) entre le début de la Seconde guerre mondiale et l'indépendance, acquise en 1956, cet article évalue la mesure dans laquelle le milieu communiste fonctionne comme un espace d'infléchissement des pesanteurs de la société coloniale. L'investissement en faveur d'un tel parti, révolutionnaire et pourchassé par les autorités, suppose, résulte de, et créé des volontés de changements pour ces femmes investies très jeunes. Lieu d'auto-réalisation de son projet politique, il est l'espace de libertés vécues. Bien qu'il permette que les assignations soient émoussées et que ses militantes vivent de processus d'identification et de subjectivation, le genre demeure un im-pensé.

Abstract

From the trajectories of women militants engaged in the Communist Party of Tunisia (PCT) between the beginning of the World War II and the independence of the country, in 1956, this paper examines if and how the communist environment inflects the burdens of the colonial society. Their engagement in favour of this revolutionary party, hunted by the authorities, requires, results and forms desires for change for these women who entered the PCT very young. Space of self-fulfillment of its politic project, the PCT is a space of freedoms lived in acts. Although it allows assignments to be blunted and activists to live subjectivation and identification processes, gender stays an unthought.

Après sa naissance en 1921 des suites du Congrès de Tours, la section tunisienne du Parti communiste français prit progressivement une autonomie relative, lui conférant le nom usuel de « Parti communiste de Tunisie ». Ce petit groupe politique, surtout actif à Tunis, fut le premier à s'opposer à la domination coloniale : d'une part, tous les Partis communistes associent la colonisation au capitalisme ; d'autre part, le « fait national commanderait l'analyse communiste en Tunisie »[1], au contraire d'autres espaces, comme l'Algérie. Le PCT est de plus la seule organisation politique de Tunisie à avoir accueilli, dès les premières années de son existence, aussi bien des « Européen-ne-s » que des « indigènes ». Le Protectorat français sur la Tunisie, imposé en 1881, constituait en une forme de tutelle administrative caractérisée par une juridiction plurielle[2]. L'organisation sociale répondait à une règle de division de la population entre « Européens », « Israélites », « Musulmans »[3]. Ces divisions, préexistant au protectorat, prennent dès lors un sens d'autant plus fort et quotidien et la société, marquée par une juxtaposition entre ces groupes de populations dont la distinction et la dénomination permettaient d'asseoir l'ordre, était traversée par une hiérarchisation implicite fondant la situation

[1]. Gallissot, René, « Sur les débuts du communisme en Tunisie et en Algérie », *Mélange d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1976, pp. 101-111, p. 102.
[2]. Deperchin, Annie, et Lekéal, Farid, « Le protectorat, alternative à la colonie ou modalité de colonisation ? Pistes de recherche pour l'histoire du droit », *Clio@Thémis* [revue en ligne], n°4, 2011 ; Saidi, Hedi, « Le protectorat et le droit. La Régence de Tunis entre la Charte de 1861 et le système colonial français », *Insaniyat*, 65-66 / 2014, pp. 239-257.
[3]. D. Lewis, Mary, *Divided Rule*, University of California Press, 2014.

coloniale en assurant la prépondérance française. Au cœur de ces « groupes » administratifs se nichait le critère de race, un « signifiant flottant »[4] jamais énoncé en tant que tel mais qui eut de réels effets.

Le Parti communiste inquiéta les autorités du Protectorat dès les années 1920. À partir des années 1930, les activités du PCT s'orientèrent vers l'antifascisme, puis vers la lutte contre Vichy et contre l'occupant nazi. Le Parti prit de l'ampleur après la « libération » de la Tunisie en mai 1943 : son existence fut rendue légale et il s'entoura d'organisations de masse. Ce « mouvement » communiste restauré fut en grande partie rendu vivant par des militant-e-s soudé-e-s par l'expérience de la clandestinité et de la guerre. Il réunit alors, à partir de l'après-guerre, des individus issu-e-s de toutes les composantes de la société coloniale.

Cette communication cherche à mettre en lumière les porosités et les sociabilités — sans pour autant remettre en question la force de la domination coloniale[5] et, au contraire, en participant à l'analyse des différentes modalités d'imposition d'un ordre colonial qui fut autant administratif qu'intime[6]. L'adoption d'une perspective d'histoire sociale pour étudier le quotidien de ces militant-e-s permet de débusquer et de faire apparaître les « zones de contact », ces espaces sociaux où se sont produites des rencontres et des confrontations entre des appartenances[7]. Marqués par des relations assymétriques, ces lieux de contact permettent de mettre en évidence les catégories et les assignations différentielles tout en interrogeant la possibilité d'une discussion au-delà de barrières. Le prisme des rapports sociaux de sexe[8] invite à mettre en exergue la capacité d'action des individus et des groupes pour questionner l'existence et la fabrique des catégories, et étudier l'intrication de l'intime et du politique. Dans cette démarche d'histoire sociale, la constitution d'une biographie collective tend à croiser sources « par le haut » (archives du pouvoir) et sources « par le bas » (archives personnelles des familles de militantes et entretiens) pour comprendre de *qui* ce mouvement était composé.

Partant des femmes qui militèrent au sein du PCT entre 1939 et 1956, il s'agit d'interroger la mesure dans laquelle le militantisme au sein de ce mouvement communiste a pu constituer en une sortie des limites, en un passage au-delà de la pesanteur de la société coloniale. L'engagement semble avoir été suscité par une volonté de rupture avec le poids des familles et des communautés ; les communistes, au sein des espaces dans lesquels ils et elles militèrent, évoluèrent dans un milieu marqué par d'importants mélanges. Leur nouvelle identification ne put cependant se faire sans une reconduction des assignations pré-existantes.

I. L'engagement, une rupture ?

1. Une émancipation de jeunesse

L'engagement en communisme à la fin des années 1930, pour les très jeunes femmes âgées de 15 à 20 ans dont il est ici question, fut en grande partie orienté par leurs convictions antifascistes. Il se fit dans un contexte marqué par la montée du fascisme, dont la Tunisie ne fut pas épargnée[9]. À partir de 1939, les lois antisémites y sont imposées, le PCT est interdit et ses militant-e-s sont pourchassé-e-s. Cette ambiance de terreur se prolonge sous le gouvernement de Vichy, puis durant l'occupation nazie de 1942 à 1943. Pour certaines de ces militantes, leurs sensibilités politiques, avivées par les événements en cours, s'entremêlèrent avec la possibilité de s'extraire d'un milieu familial

---

[4]. Belaïd, Habib, « Logique ethnique et logique coloniale à travers les associations en Tunisie entre les deux guerres », Jacques Alexandropoulos, Patrick Cabanel (dir.), *La Tunisie mosaïque. Diasporas, cosmopolitisme, archéologies de l'identité*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2000, pp. 199-210, p. 199.

[5]. Blanchard, Emmanuel, et Thénault, Sylvie, « Quel 'monde du contact' ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social*, 2001/3, pp. 3-7.

[6]. Blanchard, Emmanuel, « Introduction. Ordre colonial », *Genèses* 1/2012 (n° 86), pp. 2-7 ; Stoler, Ann Laura, *La chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, La Découverte / Institut Émilie du Châtelet, Paris, 2013.

[7]. Pratt, Mary Louise, *Imperial Eyes*, Routledge, London - New-York, 1992, p. 4.

[8]. Pfefferkorn, Roland, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Éditions Page deux, Lausanne, 2012.

[9]. Bessis, Juliette, *La Méditerranée fasciste. L'Italie mussolinienne et la Tunisi*e, Editions Karthala, Paris, 1981.

étriqué. La grande majorité de ces jeunes filles provenaient des milieux de la petite-bourgeoisie juive de Tunis resserrés sur eux-mêmes.

L'une d'entre elles, Béatrice Slama, se rappelle avoir pensé avoir horreur et ennui durant son adolescence, à propos des garçons de son milieu de naissance : « quand je vais épouser l'un de ceux-là... »[10]. Le PC leur permit de fréquenter des personnalités qui leur semblaient plus riches, et d'ouvrir leur monde au-delà de leur quartier, de leur communauté — des espaces aux cloisons dont l'étanchéité fut en partie fondée par la situation coloniale. Elles ne rompirent pour autant pas avec leurs familles, mais s'éloignèrent de leurs préoccupations et de celles de leur communauté de naissance. Béatrice Slama écrit : « nous étions nés juifs et [nous] nous étions choisis communistes »[11].

2. Choisir de devenir sujet « *de l'histoire en train de se faire* »

Béatrice Slama, en effet, dit avoir voulu être actrice « de l'histoire en train de se faire »[12] en s'engageant au Parti : il lui paraissait impossible de rester inactive face aux bouleversements politiques dont elle était témoin, et militer lui est apparu comme relevant de l'urgence[13]. L'engagement et le militantisme, dans une société ordonnée, peuvent être perçus comme la démonstration par excellence de la capacité d'action des individus[14] : en s'engageant sans réserve, ces jeunes femmes marquèrent leurs existences du sceau d'un choix décisif. Neila Jrad, fille de Suzanne Jrad née Meïmon, affirme que ces femmes désiraient « vivre leur vie »[15].

En envisageant leur lutte comme étant essentielle, ces jeunes femmes firent de leur engagement une aventure caractérisée par le goût du risque. Elles souhaitèrent s'investir pour un idéal dans un climat hostile, protéger les camarades condamnés à mort, risquer leur vie pour continuer à faire vivre le parti alors interdit depuis octobre 1939. Leur entrée en communisme a été vécue comme une mise en mouvement. Par le simple fait que le militantisme politique actif de femmes ait été, durant cette période, très rare, leur engagement peut être analysé comme une transgression des normes de genre, les entraînant « à la lisière de leur sexe »[16].

II. Les communistes, des « *métis* » de la colonisation[17] ?

1. Des « *passeurs* » de frontières[18] ?

Après la fuite des armées allemandes et italiennes en mai 1943 et la mise en place d'un gouvernement français provisoire, le mouvement communiste fut légalisé. Aux dires de Béatrice Slama, « les barrières si présentes dans [s]a jeunesse » y tombèrent dès lors[19]. Y militaient des hommes et des femmes d'âge divers, issu-e-s de groupes sociaux variés, assigné-e-s à des catégories raciales

---

[10]. Entretien avec Béatrice Slama réalisé par Leila Adda et Claude Nataf, Paris, 8 janvier 1996 — conservé à l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national, Université de La Manouba, Tunisie.

[11]. Béatrice Slama, intervention au colloque « Les juifs et la politique en Tunisie des années 1940 aux années 1960 », printemps 1981 — archives personnelles de Béatrice Slama, texte transmis par ses soins.

[12]. Béatrice Slama, « Les juifs… », *op. cit.*

[13]. Slama, Béatrice, « La déchirure », *Confluences Méditerranée*, n°10, printemps 1994, pp. 129-133.

[14]. Réflexion menée à partir de Fillieule, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001/1 (vol. 51), pp. 199-215 ; Lhenry, Sophie, « Militantisme, féminisme et agency : qui de l'œuf ou de la poule ? Analyse sociologique des carrières militantes de femmes exilées », *Rives méditerranéennes*, 41/2012, pp. 117-135 ; Vinel, Virginie, « Biographies individuelles et actions collectives : le militantisme féminin dans une vallée sidérurgique lorraine », *Cahiers du genre* 2013/1, n°54, pp. 187-204.

[15]. Entretien réalisé avec Neila Jrad, Tunis, 15 novembre 2016.

[16]. Capdevila, Luc, « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 12 | 2000.

[17]. Liauzu, Claude, *Militants, grévistes et syndicats. Études du mouvement ouvrier maghrébin*, Cahiers de la Méditerranée, Nice, 1979, p. 63.

[18]. Liauzu, Claude, *Passeurs de rives. Changements d'identité dans le Maghreb colonial*, L'Harmattan, Paris, 2000.

[19]. Béatrice Slama, « Les juifs… », *op. cit.*

différentes, des Tunisien-ne-s, des Français-e-s, des Italien-ne-s, des juifs et des juives, des musulman-e-s. Le mouvement communiste peut ainsi être interprété comme l'un des rares espaces de « contact » de la société coloniale, au sein duquel les ségrégations sociales — coloniales — s'estompaient.

Les enfants de militant-e-s interrogé-e-s font état de valeurs diffusées, défendues et transmises par leurs parents — partage, tolérance, ouverture d'esprit — de façon rigoureuse. Les militant-e-s mettaient un point d'honneur à ne pas qualifier les individus par leur assignation raciale : Sophie Bessis, la fille de la militante Juliette Bessis, se souvint par exemple d'une sévère remarque proférée par ses parents à sa cousine, qui avait désigné un homme comme étant un « arabe »[20]. Ces valeurs fonctionnaient comme autant de ferments au groupe, dont les soudures étaient également affectives, amicales ou amoureuses. Le PC apparaissait alors comme ce que l'un des fils d'une militante nomme « une grande famille »[21].

2. Unions libres et mariages « mixtes »

Selon Neila Jrad, le mouvement communiste faisait figure d'espace de « liberté sexuelle »[22]. Plusieurs militantes firent le choix de vivre en union libre, alors que le mariage demeurait une réalité majoritairement répandue dans les années 1940 et 1950. Le PC, cependant, cherchait à correspondre aux normes sociales dans un souci de concordance avec les usages de la majorité de la population — ces « masses » qu'il cherchait à représenter et à conquérir. La direction put, alors, émettre le souhait que certains militant-e-s officialisent leur couple par un mariage[23]. Quelques-uns de ces mariages choquèrent les familles des militant-e-s et purent même créer de véritables ruptures.

Ainsi en est-il d'unions dites « mixtes », qui consacrèrent l'amour que se portaient des individus de deux nationalités, ou assigné-e-s à des communautés différentes. Ce type d'unions ne firent pas légion en Tunisie[24] mais fut courant au sein du mouvement communiste. Ces histoires d'amour constituent de manifestes ruptures avec les pesanteurs des communautés, et ce *a fortiori* dans le cas d'une situation coloniale[25] induisant de profonds clivages : l'hybridité remettait en question la ségrégation et brouillait les frontières coloniales[26]. Au sein du PCT, un « métissage » fut créé par les pratiques et notamment par les mariages — entre un Tunisien et une Française, entre une Italienne et un Tunisien, entre une Tunisienne « israélite » et un Tunisien « musulman »… Aucun mariage entre une militante « musulmane » et un militant non-musulman, très décrié dans la société[27], n'eut lieu pour autant : l'intimité des communistes paraît avoir été en accord avec les normes sociales. Cette absence révèle par ailleurs la permanence des assignations au sein du mouvement communiste, malgré son apparente hybridité.

III. Entre permanence des assignations différentielles et nouvelle identification

1. Une appartenance communiste, une appartenance à la Tunisie

Ils et elles constituèrent leur propre groupe aux limites précisément établies[28], constitué par des sociabilités affectives et partisanes. Aux fondements de ce collectif se situaient une sensibilité politique commune et l'expérience de la Seconde guerre mondiale, autour desquelles se nouèrent de

[20]. Entretien avec Sophie Bessis, Paris, 6 mars 2016.
[21]. Entretien avec Jean-Christophe Bigiaoui, Paris, 24 mars 2014.
[22]. Entretien avec Neila Jrad, Tunis, 15 novembre 2016.
[23]. Entretien avec Juliette Bessis, Paris, 16 mars 2016.
[24]. Saada, Emmanuelle, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, Paris, 2007.
[25]. Liauzu, Claude, *Passeurs de rives…*, *op. cit.*, pp. 13 et suiv.
[26]. Saada, Emmanuelle, *Les enfants de la colonie…*, *op. cit.*
[27]. Liauzu, Claude, *Passeurs de rives…*, *op. cit.*, p. 14.
[28]. Entretien avec Leila Adda, Tunis, 3 novembre 2016.

fortes relations interpersonnelles. Le militantisme collectif et l'effort de faire exister ce groupe permirent l'identification[29] au communisme. L'une de ses militantes, née « israélite », affirmait que militer au PCT lui aurait « enfin » conféré une « identité »[30] ; une autre femme précisait avoir été en grande partie construite *par* le Parti[31]. Toutes ces femmes se définissent comme ayant été attachées au PCT — Juliette Bessis, disait-elle, lui était attachée « à 100 % »[32].

Peut-on dès lors considérer que leurs parcours furent marqués par des processus relevant de la subjectivation, entendue, avec Hannah Arendt, comme la production d'un *qui* en permanent devenir [33] ? De nombreux travaux sociologiques apprécient le militantisme comme la source de l'autonomie de l'appréhension du monde[34] : l'engagement partisan actif produit des sujets militants. La dimension rigoureuse de l'identification au communisme induit néanmoins que ses militant-e-s se soient conformé-e-s à un nouveau modèle. Pour autant, en revenant sur son départ à une période où juifs et juives quittèrent la Tunisie — après l'indépendance, en 1956 —, Béatrice Slama exprime son sentiment d'avoir quitté son pays *et* son parti, interdit depuis 1963. Son départ fut enduré comme une déchirure d'autant plus grande qu'il fut vécu comme « un retour aux déterminismes de naissance » : Béatrice s'est alors trouvée embarquée aux côtés des membres d'une communauté qu'elle avait souhaité quitter. Comme plusieurs militantes tunisiennes « israélites », assignées à une catégorie intermédiaire considérée comme indigène mais assimilée aux Français-e-s[35], Béatrice Slama appréhenda l'espace de son militantisme comme le lieu de la prise de conscience — et de la réalisation — de son appartenance à la Tunisie. En militant en faveur de l'indépendance aux côtés d'individus issu-e-s d'autres franges de la population dans les années 1950, Béatrice Slama se sentit inscrite en Tunisie : « j'avais l'impression que c'était le Parti qui m'avait donné mon pays »[36]. Il en est de même pour sa jeune sœur Gilda Khiari, qui prit conscience de l'exploitation coloniale en militant[37].

2. Une instrumentalisation rhétorique des assignations ?

Malgré sa capacité à permettre l'identification à la Tunisie, le PCT fit l'objet d'une sévère critique historiographique[38] sous prétexte de l'abandon de son anticolonialisme des premiers temps au profit de l'antifascisme. Les partis communistes furent ambigus à propos de la question coloniale au cours de leur histoire, et celle du PCT est caractérisée par une volonté de suivre une ligne internationale peinant à s'articuler avec des réalités locales. Appréhendée à l'aune des relations et des rapports sociaux, elle révèle un aveuglement de la direction du Parti vis-à-vis de sa composition. En effet, sous prétexte d'un refus des différences entre les individus, peu égard fut fait au faible nombre de Tunisien-ne-s « musulman-e-s » compté-e-s pourtant au nombre de la majorité de la population. Après la guerre, et particulièrement après 1946, le PCT procéda alors à un effort de recrutement.

---

[29]. Brubaker, Rogers, et Cooper, Frederick, « Au-delà de l'identité ? », ARSS, 2001, pp. 66-85.

[30]. Entretien avec Béatrice Slama réalisé par Leila Adda et Claude Nataf, Paris, 8 janvier 1996 — conservé à l'ISHMN, La Manouba, Tunisie.

[31]. Entretien avec Juliette Bessis, Paris, 16 mars 2016.

[32]. *Idem*.

[33]. Tassin, Étienne, « Subjectivation versus sujet politique. Réflexions à partir d'Arendt et de Rancière », *Tumultes* 2/2014 (n° 43), pp. 157-173.

[34]. Combes, Hélène, Hmed, Choukri, Mathieu, Lilian, Siméant, Johanna, et Sommier, Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix* 1/2011 (n° 93), pp. 7-27.

[35]. Hagège, Claude, et Zarca, Bernard, « Les Juifs et la France en Tunisie. Les bénéfices d'une relation triangulaire », *Le Mouvement Social*, 2001/4 n°197, pp. 9-28.

[36]. Entretien avec Béatrice Slama, réalisé par Leila Adda et Claude Nataf, Paris, 8 janvier 1996 — conservé à l'ISHMN, La Manouba, Tunisie.

[37]. Entretien avec Gilda Khiari, Tunis, 21 avril 2017.

[38]. Voir par exemple Kraiem, Mustapha, *Le Parti communiste tunisien pendant la période coloniale*, Université de Tunis I, Tunis, 1997.

La faible proportion de femmes, et notamment de femmes « musulmanes », fit l'objet d'une attention effective dès 1944. Le mouvement communiste joua alors sur des tableaux supposés féminins par l'intermédiaire de l'Union des Femmes de Tunisie et de l'Union des Jeunes Filles de Tunisie, organisations de masse féminines dirigées par des communistes, qui avaient pour ambition de réunir tout profil de femmes. Elles permirent alors de faire participer au mouvement communiste une grande diversité de femmes en insistant sur des thématiques fondées sur des sentiments supposés féminins[39]. Leurs journaux, publiés entre 1945 et 1946, visaient en effet à convaincre les femmes par la diffusion de thématiques familiales, maternelles et pacifiques. La confirmation et la réduction des femmes à des caractéristiques stéréotypées ne s'accompagnèrent pas d'une valorisation de leurs carrières militantes et seule une poignée de femmes obtint des postes de direction au sein du PCT. Les militantes communistes animèrent néanmoins les Unions féminines avec un grand dynamisme. Leurs activités eurent pour terrain le quotidien des femmes et des enfants de Tunisie — sous couvert de dispositions présentées comme évidentes.

Les assignations raciales purent également faire l'objet d'une instrumentalisation au profit du recrutement. D'après Juliette Bessis, les rédactions des journaux communistes d'après-guerre procédèrent presque systématiquement à l'invisibilisation des noms identifiés comme juifs. Les auteures « israélites » des articles de *Femmes* et *Filles de Tunisie*, les journaux publiés par l'UFT et l'UJFT, utilisèrent ainsi des prêtes-noms « français ». Les communistes cherchaient peut-être à aller à l'encontre d'une critique récurrente l'estimant comme étant un parti « de juifs »[40]. *Femmes* et *Filles de Tunisie*, de plus, articulèrent leur discours aux stéréotypes féminins binaires d'« européenne » et de « musulmane » : aucun numéro ne présente une femme « israélite ». Les femmes « musulmanes » apparaissent par ailleurs presque toujours sous les traits d'une artisane pauvre et analphabète censée représenter la personnalité tunisienne. Ces journaux cherchaient à faire montre de l'amitié « franco-tunisienne » : après la Seconde guerre mondiale en effet, le PCT[41] comme le PCF[42] défendirent la formation d'une Union française, nouvelle version d'un Empire se souhaitant désormais composé de fédérations associées, dont l'émancipation résulterait de l'accession des communistes au pouvoir en métropole[43]. Les productions communistes d'après-guerre rendent ainsi compte du maintien des catégories par leur invisibilisation ou par leur réification. À partir de 1946-1947, le mouvement communiste chercha à se « tunisifier »[44] et érigea alors des militantes « musulmanes » en modèles de partisanes. Ses tentatives témoignent d'un souhait de raccorder comme ce peut le mot d'ordre d'indépendance négligé dans les années 1930, autant qu'il exprime la reconduction des catégories coloniales — au profit d'un discours pensé comme audible par les « masses » tunisiennes séduites par le nationalisme du parti du Néo-Destour[45].

---

[39]. Il en fut de même en France, voir Fayolle, Sandra, « L'Union des femmes françaises et les sentiments supposés féminins », Christophe Traïni (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Les Presses Sciences Po., Paris, 2009, pp/ 169-192.

[40]. CADN, 1TU/2/V/706, lettre du contrôleur-civil de Mahdia au Résident-général, 23/09/51.

[41]. Kraiem, Mustapha, « Mouvement communiste, question nationale et société coloniale en Tunisie », *Revue d'histoire maghrébine*, n°89-90, vol. 25, mai 1998, pp. 107-118, p. 112.

[42]. Ruscio, Alain, (dir.), *La question coloniale dans "l'Humanité". Choix d'articles*, La Dispute, Paris, 2005.

[43]. Bessis, Juliette, « La crise de l'autonomie et de l'indépendance tunisienne, classe politique et pays réel », René Gallissot (coord.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Les éditions ouvrières, Paris, 1978, pp. 265-292, pp. 284 et suiv.

[44]. Hamza, Hassine Raouf, *Communisme et nationalisme en Tunisie de la « Libération » à l'indépendance (1943-1956)*, Université de Tunis I, Tunis, 1994, pp. 92-97.

[45]. Parti politique fondé en 1934 d'une scission avec le Destour, lui-même créé en 1920. Habib Bourguiba, premier président de la République tunisienne après l'indépendance en 1956, en était le secrétaire.

3. Le genre : entre im-pensé et naissance d'un entre-soi féminin

Bien qu'il ait revendiqué l'égalité entre les sexes — comme tous les partis communistes —, le PCT n'échappa pas à la division sexuelle du travail militant. En temps de crises[46], les femmes occupèrent des rôles d'auxiliaires ou de soutiens ; quand elles militaient au sein d'une cellule communiste, elles n'accédaient presque jamais à des postes de direction ; quand elles militaient à l'UFT et à l'UJFT, elles étaient mobilisées sur des thématiques telles que la santé ou la famille. Depuis la création des partis communistes, la IIIe Internationale rejette la « lutte des sexes », risquant de diluer la lutte des classes[47] et, bien que les femmes doivent être organisées et politisées par les partis communistes, leur émancipation réelle ne pourrait être réalisée qu'après la révolution[48]. Les partis communistes reprirent alors à leurs comptes des discours classiques ne contrevenant pas aux normes sociales[49], tout en dissolvant la spécificité de la lutte des femmes dans la lutte contre l'exploitation capitaliste[50]. Les modèles de femmes diffusés par les partis communistes correspondaient d'abord à celui d'une mère de famille protectrice, gestionnaire économe parvenant à faire survivre son foyer malgré les difficultés financières, métaphore du peuple courageux. Ces modèles ne contrastaient de ceux d'autres formations politiques, dont les nationalistes, que par la dimension du travail : la femme érigée en exemple par les communistes est, en plus d'être reproductrice, productrice de richesses matérielles. Le caractère des partis communistes est cependant intrinsèquement masculin[51] et pour Neila Jrad, les femmes engagées au sein du PCT, au travers de leurs activités partisanes, eurent à mettre de côté leur féminité[52]. La culture et les pratiques du PCT répondent à un schème masculin confondu avec l'universel[53], faisant des rapports sociaux de sexe des im-pensés.

Ces militantes communistes furent alors aux prises avec une injonction contradictoire[54] : tout en acceptant l'invisibilisation de la lutte des femmes et en se conformant à un modèle de militant masculin, elles furent soumises à des modèles rhétoriques genrés. La fille de Denise Sfez née Dana affirme cependant que sa mère et ses camarades fabriquèrent une autre féminité que celle des modèles sociaux[55] — et du PCT. Ses propos suggèrent la force de l'*agency* et la constitution d'un « entre-soi féminin »[56] par le militantisme au sein des organisations féminines. Cet entre-soi paraît avoir été un espace de « contact » entre des femmes issues de toutes les composantes — sociales, raciales — de la société coloniale, liées par leur appartenance à une catégorie de genre. Ces femmes se réunissaient pour discuter de la vie quotidienne, organisaient des bals, des cours d'alphabétisation, et se déplaçaient dans toute la Tunisie pour provoquer des réunions de femmes, parfois directement à leurs domiciles, afin « de leur faire prendre conscience »[57] des rôles qu'elles étaient en capacité de jouer dans la lutte pour l'obtention de meilleures conditions de vie, ainsi que des raisons — le capitalisme et

---

[46]. Bergère, Marc, et Capdevila, Luc, (dir.), *Genre et événement. Du masculin et du féminin en histoire des crises et des conflits*, PUR, Rennes, 2006.

[47]. Thevenin, Nicole Edith, « Introduction », *Féminisme et marxisme. Journées « elles voient rouge », 29 et 30 novembre 1980*, Éditions Tierce, Paris, pp. 6-12, p. 7.

[48]. Kollontaï, Alexandra, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté, Textes choisis et présentés par Patricia Latour*, Le Temps des cerises, Montreuil, 2017.

[49]. Garbez, Michel, *La question féminine dans le discours du Parti communiste français*, PUF, Paris, 1980, disponible sur http://www.u-picardie.fr/curapp-revues, pp. 301-393, pp. 305 et 310.

[50]. *Ibid*., page 303.

[51]. *Ibid*., page 305.

[52]. Entretien avec Neila Jrad, Tunis, 15 novembre 2016.

[53]. Duzenat, Xavier, « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés et représentations*, 2007/2, n°24, pp. 269-283.

[54]. Pennetier, Claude, et Pudal, Bernard, « La part des femmes, des femmes à part », Claude Pennetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoire du « moi »*, PUR, Rennes, 2014, pp. 165-189, p. 165.

[55]. Entretien avec Catherine Sfez, Paris, 24 mars 2016.

[56]. Achin, Catherine, et Naudier, Delphine, « L'*agency* en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du Genre* 2/2013 (n° 55) , pp. 109-130.

[57]. Entretien avec Béatrice Slama, Fontenay-sous-Bois, 28 juin 2016.

l'impérialisme — de la difficulté de leurs existences. « À travail égal, salaire égal » fut le mot d'ordre principal de l'UFT et de l'UJFT durant près de vingt ans : elles revendiquaient non seulement l'égalité entre les Tunisien-ne-s et les Français-e-s, mais également l'égalité entre les sexes. Dynamiques et vindicatives, ces femmes, par leur militantisme, paraissent avoir élargi leurs champs et leurs capacités d'action. Parce qu'elles impliquaient de permanents mouvements dans l'espace public dans un contexte où la mobilité des femmes était considérée comme porteuse de désordre social, leurs activités contenaient une portée subversive. En témoigne le traitement discursif et normatif qu'en firent, dans leurs rapports, les agents de police en charge de la surveillance des communistes[58].

Ces femmes inventèrent un espace de discussion, d'action et de revendications politiques. Elles débattaient, prenaient la parole en public, participaient à des manifestations de rue, allaient à la rencontre d'autres femmes, organisaient des colonies de vacances, tout en travaillant et en ayant une vie familiale. Elles endossèrent ainsi des rôles différents de ceux imposés et ont pu se construire en-deçà des normes sociales. Elles construisirent, à partir de l'assignation à la catégorie « femme », un modèle positif. Pour autant, leurs revendications ne se définirent jamais comme « féministes », puisque ce qualificatif avait été banni du vocabulaire communiste en 1921. L'inégalité des sexes ne fut pas théorisée, et à peine pensée ; ces militantes furent, cependant, des femmes battantes, émancipées dans leur quotidien, qui ont « rué dans les brancards »[59] des stéréotypes. Leur militantisme au sein d'organisations féminines leur rendit visible la sexuation du réel[60] de laquelle le PCT paraissait être aveugle. Leur engagement peut alors être interprété comme relevant du féminisme en actes : leurs enfants et particulièrement leurs filles gardent d'elles le souvenir de femmes courageuses et libres qui leur transmirent un regard et une façon particulière d'être au monde. Parmi leurs filles, certaines prirent part à l'impulsion d'un mouvement féministe autonome des partis, pour qui ces femmes représentent des modèles — des modèles à dépasser, certes, mais inspirants[61].

Conclusion

Le mouvement communiste de Tunisie, comme en France et ailleurs, tendait à modifier profondément les normes sociales tout en restant proches de ce qu'il estimait être l'opinion des « masses ». L'entrée en communisme a néanmoins permis à des femmes d'évoluer dans un « monde du contact » et de s'extraire d'assignations coloniales. La prééminence de la lutte des classes a toutefois empêché toute réflexion à propos d'oppressions spécifiques. Ce « monde », un peu clos, reconduisait les catégories sociales sans les déconstruire. Une analyse à hauteur des individus restitués dans un engagement collectif permet cependant d'avancer l'hypothèse que l'engagement communiste induisit un brouillage des frontières.

Est-ce en raison de pratiques quotidiennes différentes des normes que la Sûreté fut particulièrement attentive aux militant-e-s communistes ? Est-ce en partie en raison de la portée intrinsèquement subversive de leurs activités que le nationaliste Habib Bourguiba, premier président de la République tunisienne, interdit le mouvement au début des années 1960 ? Le mouvement communiste de Tunisie fit alors figure d'un cadre d'action et d'expression qui rendit possible le développement de la capacité d'agir de ses militantes. Ces femmes, en rassemblant et fabriquant les modalités de l'émancipation, ouvrirent la voie à l'énonciation d'un sujet-femme par les féministes des générations suivantes.

---

[58]. Voir les archives de la Sûreté de Tunisie au Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN).

[59]. Entretien avec Neila Jrad, Tunis, 15 novembre 2016.

[60]. Kergoat, Danièle, « Les barrages spécifiques à la constitution du collectif dans le cas des groupes féminins : 'le syllogisme du sujet sexué féminin' », Cardon, Philippe, Kergoat, Danièle, et Pfefferkorn, Roland (dir.), *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*, La dispute, Paris, 2004, pp. 52-56, p. 55.

[61]. Triki, Souad, « Complicité, emprise et exclusion », Kazdaghli, Habib (dir.), *Mémoire de femmes. Tunisiennes dans la vie publique*, MC-éditions, Tunis, pp. 43-48.

Sources

- Entretiens réalisés à Paris et à Tunis entre 2014 et 2018.

- Archives personnelles de militantes (textes, photographies).

- Entretiens conservés à l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national, à l'Université de La Manouba, Tunis.

- Archives diplomatiques conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes.

- *L'Avenir social*, puis *L'Avenir de la Tunisie*, 1921-1956. Exemplaires conservés à la Bibliothèque nationale de France, au Centre des archives diplomatiques de Nantes, aux Archives nationales de Tunisie et à la Bibliothèque nationale de Tunisie.

- *Filles* et *Femmes de Tunisie*, 1945-1946. Exemplaires conservés à la Bibliothèque nationale de Tunisie.

- Sebag, Paul, *Communistes de Tunisie (1939-1943)*, L'Harmattan, Paris, 2000.

- Slama, Béatrice, « La déchirure », *Confluences Méditerranée*, n°10, printemps 1994, pp. 129-133.

Bibliographie

- Achin, Catherine, et Naudier, Delphine, « L'agency en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du Genre*, 2/2013 (n° 55), pp. 109-130.

- Belaïd, Habib, « Logique ethnique et logique coloniale à travers les associations en Tunisie entre les deux guerres », Jacques Alexandropoulos, Patrick Cabanel (dir.), *La Tunisie mosaïque. Diasporas, cosmopolitisme, archéologies de l'identité*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2000, pp. 199-210.

- Bergère, Marc, et Capdevila, Luc, (dir.), *Genre et événement. Du masculin et du féminin en histoire des crises et des conflits*, PUR, Rennes, 2006.

- Bessis, Juliette, « La crise de l'autonomie et de l'indépendance tunisienne, classe politique et pays réel », René Gallissot (coord.), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Les éditions ouvrières, Paris, 1978, pp. 265-292.

- Bessis, Juliette, *La Méditerranée fasciste*, Karthala, Paris, 1981.

- Blanchard, Emmanuel, et Thénault, Sylvie, « Quel 'monde du contact' ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social*, 2001/3, pp. 3-7.

- Blanchard, Emmanuel, « Introduction. Ordre colonial », *Genèses*, 1/2012 (n° 86), pp. 2-7.

- Brubaker, Rogers, et Cooper, Frederick, « Au-delà de l'identité ? », *ARSS*, 2001, pp. 66-85.

- Capdevila, Luc, « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 12/2000 [en ligne].

- Combes, Hélène, Hmed, Choukri, Mathieu, Lilian, Siméant, Johanna, et Sommier, Isabelle, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, 1/2011 (n° 93), pp. 7-27.

- D. Lewis, Mary, *Divided Rule: Sovereignty and Empire in French Tunisia*, University of California Press, 2014.

- Deperchin, Annie, et Lekéal, Farid, « Le protectorat, alternative à la colonie ou modalité de colonisation ? Pistes de recherche pour l'histoire du droit », *Clio@Thémis* [revue en ligne], n°4, 2011.

- Duzenat, Xavier, « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés et représentations*, 2007/2, n°24, pp. 269-283.

- Fayolle, Sandra, « L'Union des femmes françaises et les sentiments supposés féminins », Christophe Traïni (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Les Presses Sciences Po., Paris, 2009, pp/ 169-192.

- Fillieule, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001/1 (vol. 51), pp. 199-215

- Gallissot, René, « Sur les débuts du communisme en Tunisie et en Algérie », *Mélange d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1976, pp. 101-111.

- Garbez, Michel, *La question féminine dans le discours du Parti communiste français*, PUF, Paris, 1980.

- Hagège, Claude, et Zarca, Bernard, « Les Juifs et la France en Tunisie. Les bénéfices d'une relation triangulaire », *Le Mouvement Social*, 2001/4 n°197, pp. 9-28.

- Hamza, Hassine Raouf, *Communisme et nationalisme en Tunisie de la « Libération » à l'indépendance (1943-1956)*, Université de Tunis I, Tunis, 1994.

- Kazdaghli, Habib, (dir.), *Mémoire de femmes. Tunisiennes dans la vie publique*, MC-éditions, Tunis, s. d.

- Kergoat, Danièle, « Les barrages spécifiques à la constitution du collectif dans le cas des groupes féminins : 'le syllogisme du sujet sexué féminin' », Cardon, Philippe, Kergoat, Danièle, et Pfefferkorn, Roland (dir.), *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*, La dispute, Paris, 2004, pp. 52-56.

- Kollontaï, Alexandra, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, Textes choisis et présentés par Patricia Latour, Le Temps des cerises, Montreuil, 2017.

- Kraiem, Mustapha, *Le Parti communiste tunisien pendant la période coloniale*, Institut supérieur du Mouvement national, Tunis, 1997.

- Kraiem, Mustapha, « Mouvement communiste, question nationale et société coloniale en Tunisie », *Revue d'histoire maghrébine*, n°89-90, vol. 25, mai 1998, pp. 107-118.

- Lhenry, Sophie, « Militantisme, féminisme et agency : qui de l'oeuf ou de la poule ? Analyse sociologique des carrières militantes de femmes exilées », *Rives méditerranéennes*, 41/2012, pp. 117-135.

- Liauzu, Claude, *Militants, grévistes et syndicats. Études du mouvement ouvrier maghrébin*, Cahiers de la Méditerranée, Nice, 1979.

- Liauzu, Claude, *Passeurs de rives. Changements d'identité dans le Maghreb colonial*, L'Harmattan, Paris, 2000.

- Loiseau, Dominique, *Femmes et militantisme*, L'Harmattan, Paris, 1996.

- Marzouki, Ilhem, *Le mouvement des femmes en Tunisie*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1993.

- Pennetier, Claude, et Pudal, Bernard, « La part des femmes, des femmes à part », Claude Pennetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoire du « moi »*, PUR, Rennes, 2014, pp. 165-189.

- Pfefferkorn, Roland, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Éditions Page deux, Lausanne, 2012.

- Pratt, Mary Louise, *Imperial Eyes*, Routledge, London - New-York, 1992.

- Ruscio, Alain, (dir.), *La question coloniale dans "l'Humanité". Choix d'articles*, La Dispute, Paris, 2005.

- Saada, Emmanuelle, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, Paris, 2007.

- Saidi, Hedi, « Le protectorat et le droit. La Régence de Tunis entre la Charte de 1861 et le système colonial français », *Insaniyat*, 65-66 / 2014, pp. 239-257.

- Stoler, Ann Laura, *La chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, La Découverte / Institut Émilie du Châtelet, Paris, 2013.

- Tassin, Étienne, « Subjectivation versus sujet politique. Réflexions à partir d'Arendt et de Rancière », *Tumultes*, 2/2014 (n° 43), pp. 157-173.

- Thevenin, Nicole Edith, « Introduction », *Féminisme et marxisme. Journées « elles voient rouge », 29 et 30 novembre 1980*, Éditions Tierce, Paris, pp. 6-12.

- Vinel, Virginie, « Biographies individuelles et actions collectives : le militantisme féminin dans une vallée sidérurgique lorraine », *Cahiers du genre*, 2013/1, n°54, pp. 187-204.

Biographie

Doctorante de l'Université Paris 8 depuis 2015, Élise Abassade accomplit ses recherches dans le cadre d'une co-tutelle avec l'Université de La Manouba, à Tunis. Son travail, encadré par Emmanuelle Sibeud et Habib Kazdaghli, a pour titre « Militantes et communistes en Tunisie (1921-1963) ». Il vise à proposer une histoire sociale du mouvement communiste de Tunisie durant la période coloniale puis juste après l'indépendance par le prisme des femmes qui y ont milité.

Groupes de recherche :

- Membre du laboratoire Institutions et Dynamiques historiques de l'économie et de la société (IDHE.S, UMR 8533)
- Membre du Groupe de recherches sur les ordres coloniaux (GROC)
- Membre du bureau élargi de l'association La Halqa des doctorant-e-s

Activités scientifiques récentes :

Organisation d'événements scientifiques :

- Mars 2021 : avec Quentin Gasteuil, Martino Sacchi et Margo Stemmelin, en partenariat avec les Archives nationales, « Chantier d'archives, archives en chantier. Surveiller les populations colonisées en métropole (XVIIIe-XXe siècles) », Journée d'étude, en ligne.
- Juin 2019 : avec le GROC, en partenariat avec les Archives nationales d'outre-mer, « (Dé)construire les archives coloniales », Journées d'étude, ANOM, Aix-en-Provence.

Communications :

- Décembre 2020 : avec Pierre-Jean Le Foll-Luciani, « Genre, couples et engagement communiste en situation coloniale. Algérie et Tunisie, années 1940-1950 », Séminaire de Pascale Barthélémy, Lyon 3, Lyon.
- Juin 2019 : avec Nassima Mekaoui-Chebout, « De l'engagement des femmes au genre des militantes. Béatrice Slama et Rima, perspectives comparées », Colloque « Le genre des indépendances », Université de Chicago à Paris, Paris.
- Juin 2019 : « Des militantes du désordre ? Les militantes communistes de Tunisie sous le regard policier (1921-1954) », Congrès de la French Colonial Historical Society, Montréal.
- Décembre 2018 : « Femmes communistes sous le Protectorat français. Récits au présent de parcours révolutionnaires du passé », Séminaire de Jocelyne Dakhlia, EHESS, Paris.

Publications :

- « Des militantes du désordre. Femmes et communistes à Tunis (1921-1923) », Emmanuel Bellanger, Paul Boulland et Julian Mischi (coord.), « Les naissances du communisme en France », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 2020, n°272, pp. 145-158.
- « Les archives du protectorat français et les femmes communistes en Tunisie (1921-1956) », Habib Kazdaghli (dir.), *La révolution d'octobre et le monde arabe. Actes du colloque des 21 et 22 novembre 2017*, Rosa Luxemburg Fondation, Tunis, 2020.
- « 'La déchirure' : le départ des communistes juives de Tunisie pour la France dans les années 1960 », *Actes de la Journée des doctorant-e-s de l'ED Pratiques et théories du sens, 2015* [en ligne].
- « Un 'peuple' au féminin ? Étude de deux journaux féminins communistes en Tunisie (1945-1946) », *Genre & histoire*, n°24, automne 2019 [en ligne].
- « L'Union des femmes de Tunisie et l'Union des jeunes filles de Tunisie, 1944-1957. Deux associations féminines et communistes ? », *Monde(s)* 2/2015 (N° 8), pp. 197-216.